

La majorité de Kabila ne tient qu'à un fil

Congo-Kinshasa Elle exclut sept partis "frondeurs" – et s'affaiblit dangereusement.

La lettre envoyée lundi dernier au chef de l'Etat Joseph Kabila par sept partis membres de la Majorité présidentielle (voir "La Libre" 16/09 <http://bit.ly/1JbHXtz>) pour l'adjurer de respecter la Constitution et ne pas poursuivre la "stratégie suicidaire" actuelle, provoque un séisme politique à Kinshasa.

En effet, une déclaration du Bureau politique de la majorité présidentielle, qui s'est réuni mercredi matin "avec son allié le Palu" (parti d'Antoine Gizenga), affirme que les sept partis "ont choisi de quitter la majorité présidentielle pour rejoindre les rangs de l'opposition".

Les sept signataires indiquent de leur côté, dans un communiqué, que la réunion s'est tenue en présence de "personnalités non-membres du Bureau politi-

que" – "ce qui est inacceptable pour nous", a précisé un des sept signataires à "La Libre Belgique". D'emblée, le ministre de la Santé, Félix Kabange Numbi (PPRD, Katanga), a affirmé que les sept partis s'étaient "auto-exclus", ce que contestent les frondeurs. "Nous avons demandé une motion pour que le problème que nous avons soulevé par notre lettre soit examiné au fond et pas sur la forme. Cela a été refusé. Nous nous sommes donc retirés", poursuit cette source.

Deux révocations

Alors que les sept signataires estimaient que seul le chef de la majorité, soit le chef de l'Etat, pouvait les exclure, le président Kabila a avalisé la position du Bureau politique de la majorité présidentielle additionné du Palu, en révoquant immédiatement deux des signataires: Olivier Kamitatu,

de son poste de ministre du Plan, et Pierre Lumbi, de celui de conseiller du chef de l'Etat pour la Sécurité.

On s'attendait, mercredi soir, à ce que suivent trois des sept membres du bureau de l'Assemblée nationale, eux aussi membres des sept partis exclus – mais pour cela il faudra un vote.

Les analystes s'attendent à un très prochain remaniement du gouvernement Matata II.

Une faible marge

En confirmant l'exclusion des partis frondeurs, Joseph Kabila ampute sa majorité de sept formations politiques; aura-t-il encore avec lui la majorité des 500 députés?

"Il va certainement y avoir des tentatives de dé-

bauchage dans nos partis", suppute un autre des sept signataires. Sur le papier, l'exclusion de ces partis prive la majorité présidentielle de "70 à 80 députés, sur environ 350. A priori pas assez pour renverser la majorité mais assez pour l'affaiblir considérablement et la mettre à la

merci de quelques défections supplémentaires", poursuit cette seconde source.

L'occasion de se compter ne devrait pas tarder: "Cela peut survenir lors de l'examen du budget" par l'Assemblée, qui a ouvert mardi sa session ordinaire, "soit si un remaniement du gouvernement conduit à poser la question de confiance", ajoute ce signataire.

Vers un nouveau gouvernement

Car les analystes s'attendent à un très prochain remaniement du gouvernement Matata II: les sept partis exclus comptent d'autres ministres que M. Kamitatu, même si ce dernier était le seul à être signataire de la lettre des frondeurs en tant que chef de sa formation.

Du coup, les ministres issus de partis de l'opposition (UFC de Léon Kengo, UDPS dissidente, MLC de Jean-Pierre Bemba) et entrés au gouvernement en décembre 2014 après les "Concertations nationales" de 2013, vont-ils suivre le mouvement?

Marie-France Cros